



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Référence de la consultation :

DRIEAT-SEB-MAPA-24-027

MARCHÉ DE TRAVAUX

OBJET DU MARCHÉ

Reconstruction du bâtiment B du site de Créteil l'Echat de la DiRIF à CRÉTEIL (94)

MAÎTRE DE L'OUVRAGE

**Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de
l'Aménagement et des Transports d'Île de France**

Représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de
l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports en vertu de l'arrêté de
délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France n°IDF-2023-04-19-
00003 du 19 avril 2023

CCAP – MARCHÉ DE TRAVAUX

Reconstruction du bâtiment B du site de Créteil

Page 1 sur 26

Table des matières

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île de France	1
ARTICLE 1 - Objet du Marché – dispositions générales	5
1.1 Objet du Marché	5
1.2 Allotissement	5
1.3 Marchés de prestations similaires	6
1.3.1 Définition des parties au contrat	6
1.3.2 Maître d'ouvrage	6
1.3.3 Titulaire	6
1.4 Forme des notifications	6
1.4.1 Notifications destinées au Titulaire	6
1.4.2 Notifications destinées au Maître d'ouvrage	7
ARTICLE 2 - Acteurs du projet	7
2.1 Maîtrise d'ouvrage	7
2.2 Assistant au Maître d'ouvrage	7
2.3 Maîtrise d'œuvre	7
2.5 CSPS	8
ARTICLE 3 - Documents contractuels	8
ARTICLE 4 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages, variation dans les prix, règlement des comptes	9
4.1 Répartition des paiements	9
4.2 Contenu des prix, mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	9
4.2.1 Forme des prix	9
4.2.2 Contenu des prix	9
4.2.3 Variation dans les prix	10
ARTICLE 5 - Modalités de règlement des comptes	11
5.1 Avance	11
5.1.1 Dispositions générales	11
5.1.2 Montant de l'avance	11
5.2 Projets de décomptes mensuels, acomptes et décomptes finaux	12
5.2.1 Projets de décomptes mensuels et acomptes mensuels	12
5.2.2 Les décomptes finaux	12
5.2.3 Transmission des décomptes	13
5.3 Délais de paiements	13
5.4 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement	13
ARTICLE 6 - Clause de financement et de sûreté	13
ARTICLE 7 - Délais d'exécution et pénalités	14

7.1 Délai(s) d'exécution des travaux	14
7.2 Prolongation des délais d'exécution pour intempéries	14
7.3 Pénalités	14
7.3.1 Pénalités pour retard ou absence	14
7.3.2 Pénalités pour infractions aux prescriptions de chantier	15
7.3.3 Pénalités pour infractions aux règles relatives à l'amiante (retrait de matériaux amiantés en SS3 ou interventions à proximité d'amiante en SS4)	16
7.3.4 Pénalité particulière	16
7.3.5 Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	16
7.3.6 Modalités d'application des pénalités	17
7.4 Autres mesures coercitives	17
ARTICLE 8 - Modalités générales d'exécution	17
8.1 Réglementation en vigueur	17
8.2 État et connaissance du site	17
8.3 Ordres de service	17
8.4 Convocation du Titulaire – Réunions de chantier	18
8.5 Sous-traitance	18
8.6 Répartition des dépenses communes	18
8.7 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	19
8.8 Protection de l'environnement	19
8.9 Dispositions relatives à la lutte contre le travail illégal	19
8.9.1 Obligation d'identification des travailleurs	19
8.9.2 Lutte contre le travail dissimulé	19
8.9.3 Emploi de travailleurs étrangers ou détachés	20
ARTICLE 9 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits	20
ARTICLE 10 - Préparation, coordination et exécution des travaux	20
10.1 Période de préparation	20
10.2 Plans d'exécution, notes de calculs, études de détail, de synthèse et autres	21
10.3 Organisation - Hygiène et sécurité des chantiers	21
10.4 Interventions en site occupé et en exploitation	21
10.4.1 Demandes de coupures de réseaux	21
10.4.2 Basculement des installations avec coupure sur le réseau électrique	22
10.4.3 Réalisation d'essais impactant le fonctionnement du site	22
10.4.4 Remise en état journalière de la sûreté	22
ARTICLE 11 - Autres obligations du Titulaire	22
11.1 Changements affectant le Titulaire	22
11.2 Personnel du titulaire	22
11.3 Discretion et confidentialité	22
11.4 Obligation de sécurité	23

11.5Obligation de conseil.....	23
ARTICLE 12 - Contrôle et réception des travaux	23
12.1Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	23
12.2Réception.....	23
12.3Délai de levée des réserves	23
12.4Mises à disposition.....	23
12.5Documents fournis après exécution	24
12.6Délais de garantie	24
12.7Garanties particulières	24
12.7.1 Garantie particulière des matériaux de type nouveau.....	24
12.8Assurances	24
ARTICLE 13 - Résiliation du Marché	25
13.1Résiliation du Marché aux torts du Titulaire.....	25
13.2Résiliation du Marché pour motif d'intérêt général.....	25
13.3Exécution aux frais et risques du Titulaire.....	25
ARTICLE 14 - Règlement des litiges	25
ARTICLE 15 - Dérogations au CCAG/Travaux	26

ARTICLE 1 - Objet du Marché – dispositions générales

1.1 Objet du Marché

Le projet objet du présent dossier porte sur :

La reconstruction du bâtiment B de la DIRIF : 59 bureaux (86 postes) et parking souterrain de 30 places

La parcelle sur laquelle la construction sera réalisée se situe à l'adresse suivante :

79 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 94000 Créteil

Descriptif sommaire du projet :

- Effectif total : de 51 à 100 personnes
- Classement : Établissement recevant des travailleurs soumis au Code du travail.
- Décomposition sommaire des locaux :
 - Sous-Sol : PK 30 places et deux Locaux Technique (ENEDIS & CTA)
 - RDC : médiathèque (1u / 6 postes de travail) – magasin – stockage – archive – local sécurisé – ménage – sanitaires – vestiaires)
 - Mezzanine : salle de réunion (1u / 1 poste de travail) – bureaux (9u / 12 postes de travail) – kitchenette – sanitaires – reprographie
 - R+1 : bureaux (14u / 19 postes de travail) – kitchenette – sanitaires – reprographie (1u / 1 poste de travail)
 - R+2 : salle de réunion (1u / 1 poste de travail) – bureaux (12u / 17 postes de travail) – kitchenette – sanitaires – reprographie
 - R+3 : salle de réunion (1u / 1 poste de travail) – bureaux (11u / 18 postes de travail) – kitchenette – sanitaires – reprographie
 - R+4 : bureaux (13u / 20 postes de travail) – kitchenette – sanitaires – reprographie
 - Terrasse végétalisée accessible : Point d'eau – Local Technique CVC – ascenseur

1.2 Allotissement

Le Marché est passé en 13 lots séparés, détaillés comme suit :

N° du lot	Désignation du lot
01	INSTALLATION CHANTIER - GO - VRD
02	FAÇADES
03	COUVERTURE - ÉTANCHÉITÉ
04	MENUISERIES EXTÉRIEURES
05	MÉTALLERIE - SERRURERIE
06	CLOISON – DOUBLAGE – FAUX PLAFONDS
07	MENUISERIES INTÉRIEURES
08	REVÊTEMENT DES SOLS - FAÏENCES
09	PEINTURE
10	CVC - PLOMBERIE
11	ÉLECTRICITÉ CFO - CFA SSI
12	ASCENSEURS
13	AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS

1.3 Marchés de prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des Marchés de réalisation de prestations similaires avec le(s) Titulaire(s) des marchés.

1.3.1 Définition des parties au contrat

Les parties au contrat sont :

- Le Pouvoir Adjudicateur du présent document correspondant à l'allotissement, ci-après, indifféremment désigné sous les termes « Le Pouvoir adjudicateur », « le Maître d'ouvrage », ou encore « Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île de France »
- Le Titulaire du Marché désigné à l'article 2 de l'acte d'engagement, ci-après « le Titulaire ».

1.3.2 Maître d'ouvrage

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île de France, représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement et des Transports d'Île de France en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France n°IDF-2023-04-19- 00003 du 19 avril 2023

1.3.3 Titulaire

L'Acte d'engagement mentionne :

- La composition et la nature de l'éventuel groupement ;
- Les personnes physiques habilitées à représenter chaque composante du groupement selon les principales phases du contrat.

En cas de groupement, ce dernier peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du Marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité du Marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses cotraitants. Si le groupement est conjoint, le mandataire, désigné comme tel dans l'Acte d'engagement, sera solidaire de chacun des membres.

Le mandataire représente l'ensemble des membres vis à vis du Maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement. Le mandataire devra assister à toutes les réunions organisées par le Maître d'œuvre.

En complément de l'article 3.5 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés publics de travaux (ci-après « CCAG/Travaux »), dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas aux obligations mises à sa charge en sa qualité de mandataire, le Maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le représentant du Maître d'ouvrage invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de quinze (15) jours calendaires, un autre mandataire parmi les autres membres du groupement. Cette substitution fait l'objet d'un avenant.

En matière de pénalités, ces dernières sont appliquées au mandataire.

1.4 Forme des notifications

Il est fait application des dispositions des articles 3.1 à 3.4 et 4 du CCAG/Travaux avec les précisions qui suivent.

1.4.1 Notifications destinées au Titulaire

La notification du Marché et de ses avenants est effectuée par voie électronique. Les autres actes d'exécution et décisions peuvent également être notifiés électroniquement. L'adresse du candidat faisant foi est celle renseignée par celui-ci sur le profil d'acheteur lors du dépôt de son offre.

Lorsque la notification du Marché ou de tout acte pris pour son exécution est effectuée au moyen du profil d'acheteur ou d'une communication électronique utilisant un procédé d'horodatage, la notification est acquise le jour où le candidat accuse réception de cette communication. Dans le cas où le candidat n'accuse pas

réception de cette communication dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de son envoi, la notification est réputée acquise le jour de cet envoi.

1.4.2 Notifications destinées au Maître d'ouvrage

Les notifications destinées au Maître d'ouvrage prévues en application du CCAG/Travaux ou des clauses du présent CCAP, telles que l'envoi des réclamations et différends, sont effectuées par voie postale ou électronique, à l'adresse indiquée à l'article 2.1 du présent document.

ARTICLE 2 - Acteurs du projet

2.1 Maîtrise d'ouvrage

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île de France

Représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île de France

DRIEAT
27 – 29 Rue Leblanc
75015 Paris

Mounir BOUALAOU : mounir.boualaoui@developpement-durable.gouv.fr

2.2 Assistant au Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage confie au titulaire suivant une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage portant sur le suivi administratif, financier et opérationnel du chantier :

EMBASE (mandataire)
43 rue de la Brèche aux Loups
75012 Paris

Le Maître d'ouvrage confie au titulaire suivant une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage BIM :

KARDHAM
10 rue du Débarcadère
75017 Paris

2.3 Maîtrise d'œuvre

Philippon-Kalt Architectes 8 rue Bourgon 75013 Paris	Mecobat BET-TCE structure Immeuble Ottawa 54, route de Sartrouville 78230 Le Pecq
REZ'ON BET acoustique 214 Route de la Gare de SAINT MARTIN BELLEVUE 74370 Filliere	BIM BAM BOOM BIM Manager 3 C Rue Domremy 76000 Rouen
EUGEE BET environnement 124 Rue du Tondu 33000 Bordeaux	

CCAP - MARCHE DE TRAVAUX
Reconstruction du bâtiment B du site de Créteil l'Echat de la DiRIF

2.4 Bureau de contrôle

BTP Consultants
460 La Courtine
93194 Noisy Le Grand Cedex

2.5 CSPS

DEGOUV
Agence Bâtiment 59-62 à Valenciennes

2.6 OPC

OTCI
Parc ICADE – 3 rue le Cordusier
94518 Rungis Cedex

ARTICLE 3 - Documents contractuels

Le Marché est constitué des pièces contractuelles suivantes, listées par ordre de priorité décroissante en cas de contradiction entre leurs stipulations respectives et par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales - Travaux (CCAG-TX) :

- L'acte d'engagement et son annexe éventuelle :
 - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
 - Répartition des paiements entre les différents membres du groupement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (ci-après « le CCAP. ») et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières lot 0 commun à tous les lots, et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (ci-après « le CCTP. ») de chaque lot et ses annexes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du Marché ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution, substitué par le calendrier détaillé d'exécution dès sa notification par ordre de service ;
- Le carnet de phasage ;
- Les autres modifications éventuelles à ces documents, opérées par avenant ;
- Le diagnostic de repérage amiante avant travaux ;
- Le rapport initial de contrôle technique (ci-après « le R.I.C.T. ») ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (DTU), publié par le Centre Scientifique des Techniques du Bâtiment (CSTB) ; et d'une manière générale toutes les normes applicables et leurs guides associés ;
- Le carnet de plans (comprenant l'ensemble des plans de la MOE et ses annexes (plans topo, plan de bornage, ...))
- Le plan général de coordination sécurité et protection de la santé (ci-après « le PGCSPS ») ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de travaux (ci-après « le CCAG »), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et entré en vigueur au 1er octobre 2021 (JORF n°0078 du 1er avril 2021) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (ci-après « le CCTG »), applicables aux Marchés de bâtiments des acheteurs publics ;
- L'offre technique du Titulaire.

Bien qu'en principe la liste des pièces ci avant définisse l'ordre de préséance, il est précisé qu'en cas de contradiction entre deux documents de même rang, le titulaire devra envisager la plus contraignante des solutions. En cas d'imprécision, soit des plans soit des pièces écrites qui lui ont été remis, le titulaire devra tous les ouvrages qui ne seraient pas spécialement décrits mais dont l'imprécision est normalement décelable par un homme de l'art afin d'aboutir à des ouvrages complètement terminés et utilisables.

CCAP - MARCHÉ DE TRAVAUX

Reconstruction du bâtiment B du site de Créteil l'Echat de la DiRIF

Dans tous les cas de contradiction entre les pièces, il est expressément convenu que le titulaire ne pourra choisir par lui-même la prescription devant être privilégiée et qu'il devra impérativement et dans les plus brefs délais en référer au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre, afin de permettre au Maître d'ouvrage, sur conseil de la Maîtrise d'œuvre, de choisir la prescription devant être effectivement privilégiée.

Le titulaire reconnaît en outre avoir vérifié sous sa propre responsabilité que toutes les prestations nécessaires à la réalisation de l'ouvrage et à sa livraison, conformément aux normes de construction, de fonctionnement et d'usage en vigueur, ont été prévues et sont dues par lui, même celles qui n'auraient pas été décrites dans le descriptif ou figurées sur les plans.

ARTICLE 4 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages, variation dans les prix, règlement des comptes

4.1 Répartition des paiements

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Si le marché est passé avec un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer est nécessaire, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

4.2 Contenu des prix, mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

4.2.1 Forme des prix

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire. Les prix figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres, renseigné à l'article 5 de l'Acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro » (ou M0).

4.2.2 Contenu des prix

Les prix inscrits à l'acte d'engagement comprennent tous les postes nécessaires à la réalisation d'un ouvrage conforme au CCTP et à la réglementation du domaine en vigueur.

En conséquence, il est expressément entendu que le Titulaire n'a droit sous aucun prétexte et dans aucun cas à une allocation ou indemnité, ni à aucun supplément ou remboursement en dehors des prix fixés pour les prestations mentionnées dans le CCTP et à la réglementation du domaine en vigueur.

Il est précisé que ces prix ont été déterminés en conséquence et comprennent tous les frais que le Maître d'ouvrage entend allouer pour l'exécution parfaite des ouvrages, conformément aux meilleures règles de l'art. Les prix sont donc établis en tenant compte des stipulations de l'article 9.1 du CCAG/Travaux complétées par les stipulations suivantes :

L'attention du Titulaire est attirée sur les sujétions résultant de l'exécution des travaux dans l'enceinte de la DRIEAT. Le Maître d'ouvrage aura toute liberté pour ordonner les mesures qui lui semblent nécessaires pour réduire au minimum les inconvénients prévisibles (bruits, trépidations, poussières, odeurs, passages, dépôts provisoires de détritiques et gravats, etc...). Sur décision du Maître d'ouvrage, le Titulaire pourra être amené à arrêter momentanément les travaux perturbant le bon fonctionnement de l'activité du site. Il supportera en conséquence toutes les dépenses liées aux éventuels décalages de planning ou les sujétions liées aux travaux en horaires décalés. En outre, le Titulaire devra prendre toutes les dispositions pendant les travaux afin d'assurer la sécurité et le confort des usagers du site, des tiers, et de leurs biens.

Les prix sont réputés établis en tenant compte également de tous les frais et dépenses de toute nature à engager pour l'exécution complète du Marché, y compris les directives prévues au CCTP, le stockage, l'entretien, la maintenance et le dépannage des matériaux et équipements et ce, jusqu'à la réception des installations par le Maître d'ouvrage. Les prix comprennent donc notamment les frais énumérés dans la liste suivante, non limitative :

- Les contraintes liées, quel que soit le phasage des travaux, au maintien de l'activité normale du site, y compris les sujétions liées à la sûreté ;
- Toutes les dépenses résultant de l'exécution et de la maîtrise de la qualité des prestations décrites au

CCAP - MARCHÉ DE TRAVAUX

Reconstruction du bâtiment B du site de Créteil l'Echat de la DiRIF

Marché, les frais généraux, les frais de réception et éventuellement les frais de douane, les assurances, les licences et droits d'utilisation de brevets, les impôts et taxes ;

- L'établissement de tous les documents, plans, notes de calcul, schémas, notices explicatives, prototypes nécessaires à la réalisation des prestations, sans limitation d'indice, leur fourniture au Maître d'œuvre ou au Maître d'ouvrage, et la participation à la cellule de synthèse ;
- Toutes les prestations de manutention, emballage, transport, livraison, stockage intermédiaire des matériaux, fournitures et installations, entre leur lieu de fabrication en usine et leur lieu d'installation, dépenses de chantier, gardiennage ;
- Les frais liés aux installations de chantier, y compris leur entretien et leur nettoyage, les frais de raccordement et de comptage des énergies, les frais de gardiennage et les frais de remise en état des terrains après dépose des installations de chantier en fin de travaux ;
- Les frais liés à la signalétique provisoire à mettre en place durant le chantier selon le phasage travaux imposant un dévoiement des flux ;
- Les sujétions liées aux contraintes d'accès de chantier (personnel et matériel) suivant les plans de phasage et plan d'installations de chantier ;
- Les sujétions de nettoyage et d'entretien permanent, de réfection, de renforcement des ouvrages et voiries existants ou neufs aux sorties et alentours du chantier ;
- Les frais résultant des mesures, réglementaires ou non, intéressant la sécurité des ouvriers travaillant sur le chantier, les contraintes de site nécessitant des précautions particulières pour la protection du personnel, et une mise en place d'installations et d'engins de chantier appropriée pour les manipulations des fournitures ;
- Les frais résultant des mesures nécessitées par la protection des équipements jusqu'à leur réception et des biens du Maître d'ouvrage situés dans les zones de chantier, des frais de gardiennage du chantier et de toute clôture nécessitée par les règles de sécurité du chantier, notamment à l'égard du public ;
- L'ensemble des dépenses résultant des phases et postes techniques mentionnés dans le CCTP et ses annexes éventuelles ;
- Les sujétions imposées par la réalisation de mesures et d'essais de contrôle, que ces opérations soient assurées par les Titulaires, le Maître d'œuvre, ou un organisme extérieur mandaté par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre ;
- Au cours de l'exécution du Marché, le remplacement de tous les matériaux défectueux, et les astreintes 24H/24 pour le dépannage dans un délai d'une heure à compter de l'appel du Maître d'ouvrage, des installations mises à disposition du Maître d'ouvrage et des installations provisoires ;
- Les interventions nécessitées en cas de besoin en cours de période de garantie, y compris les frais de déplacement et de main-d'œuvre, et le coût de remplacement des ouvrages ou parties d'ouvrages défectueux ;
- Les sujétions dues aux journées d'intempéries éventuelles ;
- Les exigences du contrôleur technique et du coordonnateur SPS ;
- Les frais et surcoûts liés aux travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant (articles R4412-125 à R4412-143 du Code du travail) ;
- Les frais et surcoûts liés aux travaux à proximité de matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (articles R4412-144 à R4412-148 du Code du travail) ;
- Les frais et surcoûts liés aux mises à dispositions partielles définies par le présent document.

4.2.3 Variation dans les prix

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont révisables mensuellement, sur présentation de décomptes envoyés au Maître d'œuvre à l'adresse visée à l'article 2.3 du présent CCAP. Le coefficient de révision **Cn** applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$Cn = 0.15 + 0.85 \times In-3/Io$$

Dans laquelle :

In-3 = valeur publiée de l'indice défini dans le tableau ci-dessous pour chaque lot, au mois d'exécution des prestations moins trois mois

Io = valeur publiée de l'indice défini dans le tableau ci-dessous pour chaque lot, au mois Mo.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois Mo indiqué à l'article 5 de l'acte d'engagement.

CCAP - MARCHE DE TRAVAUX

Reconstruction du bâtiment B du site de Créteil l'Echat de la DiRIF

Pour chacun des lots, les indices sont les suivants (ces indices s'appliquent également au sous-traitant du lot concerné) :

Lot 01	BT06
Lot 02	BT52
Lot 03	BT53
Lot 04	BT43
Lot 05	BT07
Lot 06	BT08
Lot 07	BT18a
Lot 08	BT12
Lot 09	BT46
Lot 10	BT40
Lot 11	BT47
Lot 12	BT48
Lot 13	EV1

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Conformément à l'article 9.1.1 du C.C.A.G./Travaux, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier causé en cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du Marché.

Cette modification est considérée comme imprévisible lorsqu'aucune des parties ne pouvait diligemment la prévoir jusqu'à la notification du présent marché, notamment parce qu'aucun projet ou qu'aucune proposition de loi ou toute modification par voie de décret n'ont été publiés.

Si les circonstances ci-dessus sont réunies, la partie la plus diligente informe par tout moyen permettant de prouver la réception du destinataire, de la mise en œuvre de la présente clause.

L'éventuelle modification du contrat qui en résulterait, fera impérativement l'objet d'un avenant écrit et signé des deux parties. Cet avenant ne pourra s'appliquer que pour l'avenir, à compter de la plus tardive des dates de signature des parties.

En l'absence d'un tel avenant, aucune modification ne sera apportée au contrat pour les circonstances prévues à la présente clause.

ARTICLE 5 - Modalités de règlement des comptes

5.1 Avance

5.1.1 Dispositions générales

Il est précisé que l'option B de l'article 10.1 du CCAG/Travaux est seule applicable au Marché.

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire du marché lorsque le montant initial de ce marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

5.1.2 Montant de l'avance

En cas d'éligibilité à l'avance et sauf renonciation du Titulaire dans l'acte d'engagement, le montant de cette avance est calculé conformément aux dispositions des articles R.2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de cette avance est égal à 5% du montant initial T.T.C. du marché ou de la tranche affermie si la durée du marché est inférieure ou égale à douze (12) mois.

Si la durée du marché est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à : (montant initial du marché ou de la tranche affermie T.T.C. x 12 mois / durée du Marché en mois) x 5 %.

Lorsque le titulaire du Marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le versement de l'avance est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande du montant total de l'avance, cette garantie étant établie selon le modèle fixé par l'arrêté du 22 mars 2019.

L'avance sera payée dans un délai maximum de trente (30 jours) calendaires à compter de la notification.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Son remboursement se fera par précompte sur les sommes dues au titulaire ou au sous-traitant, dès que le montant des prestations exécutées atteindra 50 % du montant du marché ou du montant sous-traité, et cela sur la totalité des sommes dues jusqu'à hauteur du montant de l'avance. Il doit être complété lorsque ledit montant atteint 80 %.

L'avance fait l'objet d'un paiement unique.

5.2 Projets de décomptes mensuels, acomptes et décomptes finaux

5.2.1 Projets de décomptes mensuels et acomptes mensuels

Il est fait application des dispositions de l'article 12 du CCAG/Travaux.

Chaque demande de paiement comportera, outre les mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La dénomination sociale, numéro SIRET et adresse du Titulaire,
- La désignation sociale et adresse du destinataire de la facture, son numéro SIRET,
- Le numéro de facture,
- Le numéro de Marché et son objet,
- L'identité bancaire ou postale telle que précisée sur l'acte d'engagement,
- La date d'exécution des prestations,
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, la répartition financière du montant de la facture entre les cotraitants et/ou entre le Titulaire et ses sous-traitants,
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

5.2.2 Les décomptes finaux

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG/Travaux, le Titulaire transmet son projet de décompte final simultanément au maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception définitive des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 12.2 du présent CCAP, ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG/Travaux.

S'il est fait application des dispositions de l'article 41.6 du CCAG/Travaux, la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ des délais indiqués ci-dessus.

Par dérogation à l'article 12.3.4 du C.C.A.G. / Travaux, en cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du Titulaire. Ce décompte final est alors notifié au Titulaire avec le décompte général tel que défini à l'article 12.4 du C.C.A.G./Travaux.

Il est fait application de l'article 12.4.2 du C.C.A.G./Travaux.

CCAP - MARCHE DE TRAVAUX

Reconstruction du bâtiment B du site de Créteil l'Echat de la DiRIF

Le représentant du Maître d'ouvrage notifie au Titulaire le décompte général dans un délai de trente jours calendaires à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le Titulaire.

Si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, le représentant du Maître d'ouvrage notifie au Titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours calendaires qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

Lorsque les sommes dues au Titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit à des intérêts moratoires dans les conditions prévues aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Il est dérogé à l'article 12.4.4 du CCAG/Travaux, qui ne s'applique pas.

5.2.3 Transmission des décomptes

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre toutes les demandes de paiement sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique, ainsi que :

- Le numéro du marché : DRIEAT-SEB-MAPA-24-027 ;
- Le numéro de SIRET de l'État : 11000201100044 ;
- Le code du service exécutant la dépense : CGFB200094 ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le MOA suite à la notification du marché

5.3 Délais de paiements

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R.2191-23 à R.2191-31 du Code de la commande publique. Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours calendaires à compter de la date de dépôt de la facture sur la plateforme Chorus.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée à l'entreprise. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes. Le Comptable assignataire des paiements est le Trésorier du Maître d'ouvrage, dont l'identité est renseignée à l'article 1 de l'Acte d'engagement. Les paiements seront effectués par virement au crédit du compte courant indiqué dans l'Acte d'engagement.

5.4 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Ce taux est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 6 - Clause de financement et de sûreté

Le Titulaire du Marché est soumis à une retenue de garantie égale à 5 % (cinq pour cent) du montant T.T.C. de chaque acompte ou solde.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande dans

les conditions prévues aux articles R.2191-36 et suivants du Code de la commande publique.

Cette garantie doit être constituée en totalité et présentée au plus tard avec la demande de paiement correspondant au 1^{er} acompte. Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le Titulaire a la possibilité, durant toute la durée du Marché, de substituer une garantie à première demande, constituée pour le montant du Marché. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de la garantie de substitution.

ARTICLE 7 - Délais d'exécution et pénalités

7.1 Délai(s) d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est défini par le calendrier détaillé d'exécution élaboré par le responsable de la mission OPC sur la base du calendrier prévisionnel joint à la consultation. Le calendrier détaillé d'exécution est notifié par ordre de service aux titulaires de chacun des lots

7.2 Prolongation des délais d'exécution pour intempéries

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG/Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours calendaires par périodes de douze mois, à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du CCAG/Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite, au-delà d'un nombre de jours d'intempéries prévisibles fixés ci-avant :

Nature du phénomène	Intensité limite et durée
Pluie	> 30 mm en 24H00
Vent	> 60 km/h en girouette et/ou >45 km/h en rafale 6 fois en 8 heures

Les relevés permettant de connaître l'importance des intempéries et autres phénomènes naturels sont ceux de la station météorologique de Créteil.

7.3 Pénalités

Toutes les pénalités pourront être appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple constatation du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre.

7.3.1 Pénalités pour retard ou absence

7.3.1.1 Retard dans les travaux

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG/Travaux, en cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution des travaux, et sans mise en demeure préalable, le Titulaire subira une pénalité forfaitaire journalière par jour calendaire de retard.

Montant HT du lot	Pénalité
Inférieur à 100 000 €	1/250e
Entre 100 000€ à 500 000€	1/500e
Supérieur de 500 000€	1/1000e

7.3.1.2 Retard dans la fourniture de documents

En cas de retard dans la transmission des documents visés à l'article 40 du CCAG/Travaux qui doivent être remis par le Titulaire au Maître d'ouvrage, ce dernier applique une pénalité forfaitaire. Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux, cette pénalité forfaitaire s'applique sans mise en demeure préalable. Elle est égale à **250€ HT** par jour calendaire de retard.

7.3.1.3 Absence ou retard aux réunions de chantier, sur convocation par voie de compte-rendu de réunion de chantier

Le Maître d'ouvrage pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de :

- **150 €** net de taxes par absence à partir de la 1^{ère} absence ;
- **500 €** net de taxes par absence à partir de la 3^{ème} absence.

Toutefois, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de remettre ces pénalités s'il juge que l'absence ou le retard est dû à des causes indépendantes de la volonté du Titulaire ou n'a pas d'incidence notable sur le déroulement des travaux.

7.3.1.4 Retard de présentation d'échantillon ou de prototype

Le Maître d'ouvrage pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de :

- **500€** net de taxes par non présentation d'échantillon demandé par la Maîtrise d'Ouvrage ou la Maîtrise d'Œuvre.

7.3.1.5 Retard ou non-remise de documents demandés par la MOE, bureau de contrôle ou CSPS

En cas de non remise de pièce exigée par la maîtrise d'œuvre dans un délai de 7 (sept) jours calendaires à compter de la demande formulée dans le compte rendu de chantier établi par la maîtrise d'œuvre, par ordre de service, par courriel, une pénalité journalière de 1 / 3000^{ème} du montant HT du marché propre à l'entreprise sera appliquée.

7.3.1.6 Retard pour la non-levée des réserves MOE, bureau de contrôle en phase exécution :

Le Maître d'ouvrage pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **200€ HT** par jour calendaire et par réserve

7.3.1.7 Retard pour la non-levée des réserves MOE, bureau de contrôle en phase OPR et en phase GPA

Le Maître d'ouvrage pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **300€ HT** par jour calendaire et par réserve.

7.3.2 Pénalités pour infractions aux prescriptions de chantier

Les pénalités suivantes sont susceptibles de s'appliquer sur simple constatation du Maître d'ouvrage :

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation générale (hors prescriptions relatives à la sûreté) : **300 €** net de taxes par infraction constatée et par jour calendaire de retard ;
- Non-respect des prescriptions relatives à la sûreté du site : **5000 €** net de taxes par infraction constatée et par jour calendaire ;
- Dépôt de matériaux, terres, gravats en dehors des zones prescrites : **500 €** net de taxes par jour et par m3 ;
- Non-respect des contraintes du site (hygiène, circulation, bruit, vibration, etc....) : **300€** net de taxes par constat et par jour calendaire ;
- Non nettoyage du cheminement du chantier, des voiries et abords du chantier : **500 €** net de taxes par infraction constatée ;
- Non maintien des installations/signalisations de chantier/sécurité définies sur le plan d'installation de chantier en phase préparatoire : **150 €** net de taxes par jour calendaire.
- Non-respect du nettoyage hebdomadaire pour chacune des phases du chantier : **500€** net de taxes par infraction constatée.

- Non remise d'un devis de travaux modificatifs ou supplémentaires dans le délai demandé par la maîtrise d'œuvre dans la FTM et/ou dans le compte-rendu de chantier : **500€ net** par jour de retard. Il est par ailleurs précisé que, à défaut d'une transmission dans le temps imparti, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de demander à la maîtrise d'œuvre d'établir le devis considéré puis de notifier ce prix provisoire par ordre de service transmis au Titulaire pour exécution des travaux. Dans ce cas, la pénalité n'est applicable que pour la durée allant du premier jour de retard à la notification de l'ordre de service.

7.3.3 Pénalités pour infractions aux règles relatives à l'amiante (retrait de matériaux amiantés en SS3 ou interventions à proximité d'amiante en SS4)

Les pénalités suivantes sont susceptibles de s'appliquer sur simple constatation du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable :

- Absence des équipements qui doivent être en permanence sur le chantier : **1 000 €** net de taxes par constat et par jour calendaire.
- Démarrage des travaux sans respect des délais d'information du Plan de retrait Amiante (Plan initial ou avenant) : **1 000 €** net de taxes par constat.
- Non-respect d'un mode opératoire validé par le Maître d'œuvre : **1 000 €** net de taxes par constat.
- Non-respect volontaire ou par négligence des prescriptions environnementales « Amiante » mentionnées par le MOE ou le CSPS, et figurant dans les pièces contractuelles : **2 000 €** net de taxes par constat et par jour calendaire.
- Absence de nettoyage journalier des zones d'interventions et de ses abords : **2 000 €** net de taxes par constat.
- Pollution et dégradation des zones exploitées / occupées par le personnel DRIEAT : **5 000 €** net de taxes par constat.
- Réalisation des travaux de retrait sans « Point Arrêt (PA) Confinement » rendu sous avis conforme : **5 000 €** par constat et **5 000 €** par jour calendaire d'activité non justifiée, net de taxes.
- Déconfinement des zones de retrait sans « Point Arrêt (PA) Restitution de zone » rendu sous avis conforme : **5 000 €** par constat et **5 000 €** par jour calendaire d'activité non justifiée, net de taxes.
- Non-respect de la réalisation des mesures d'empoussièrement conformément à la stratégie de métrologie du laboratoire validée par la Maîtrise d'œuvre : **2 000 €** net de taxes par constat.
- Non-respect de la réalisation des analyses en MES à la sortie des UCF : **2 000 €** net de taxes par constat.
- Non-respect des prescriptions relatives à la gestion des déchets (conditionnement, étiquetages, affichage et zone d'entreposage) : **2 000 €** net de taxes par constat.
- Non-respect de l'évacuation hebdomadaire des déchets amiante : **2 000 €** net de taxes par constat.
- Suivi des mesures d'empoussièrement amiante non réalisé, ou non rempli, ou non présenté chaque semaine aux réunions de chantier : **1 000 €** net de taxes par constat.
- Suivi des bordereaux de suivi des déchets amianté (BSDA) non réalisé, ou non rempli, ou non présenté chaque semaine aux réunions de chantier : **1 000 €** net de taxes par constat.

7.3.4 Pénalité particulière

7.3.4.1 Retard pris dans la levée des réserves

Le Maître d'ouvrage pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **800€ HT** par jour calendaire.

7.3.4.2 Retard dans le remplacement du représentant du titulaire

Lorsque le Maître d'ouvrage, en application de l'article 11.2 du présent CCAP, demande le remplacement du représentant du titulaire, ce dernier dispose de 15 jours calendaires pour se mettre en conformité. À défaut, le Maître d'ouvrage pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **250€ HT** par jour calendaire.

7.3.5 Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que le délai global d'exécution comprend le démarrage, le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

En cas de retard dans ces opérations, le Maître d'ouvrage mettra en demeure par ordre de service le Titulaire de

procéder au repliement des installations de chantier et à la remise en état des lieux. Si cette mise en demeure reste sans effet, elles pourront être exécutées par le Maître d'ouvrage aux frais du Titulaire défaillant.

Cette défaillance du Titulaire pourra être sanctionnée.

7.3.6 Modalités d'application des pénalités

L'application des pénalités ci-dessus est laissée à l'initiative du Maître d'ouvrage qui conserve également la possibilité de refuser le travail réalisé par le Titulaire, d'en prescrire la réfection totale ou partielle aux frais du Titulaire.

Toutes les pénalités sont exigibles, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG/Travaux, les pénalités sont dues dès le premier euro, leur montant est cumulatif et n'est pas plafonné.

Il est toutefois précisé que le Maître d'ouvrage, selon la nature et l'effet des mesures prises par le titulaire pour remédier à la situation préjudiciable sanctionnée par les pénalités, se réserve le droit, à tout moment durant l'exécution du marché, de renoncer, en tout ou partie, à l'application effective desdites pénalités.

7.4 Autres mesures coercitives

Le Pouvoir adjudicateur pourra pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire en cas de défaut et/ou mauvaise exécution par ce dernier d'une prestation, dans les conditions décrites aux articles 41.6 et 52 du CCAG/Travaux.

ARTICLE 8 - Modalités générales d'exécution

Au sein de cet article comme pour l'ensemble du document, les clauses indiquant un délai en nombre de jours, à défaut de stipulation contraire, indiquent des jours calendaires.

8.1 Réglementation en vigueur

Le Titulaire du présent marché exécutera les travaux objets du présent marché conformément aux règlements, aux normes françaises, aux DTU et aux règles professionnelles en vigueur, et notamment ceux visés aux CCTP.

8.2 État et connaissance du site

Le Titulaire est réputé :

- Avoir pris connaissance de tous les plans utiles à la réalisation des travaux, des lieux et terrains et de tous les éléments généraux et locaux, en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux accès et aux abords, à la topographie, à la nature des terrains, à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieu de stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie, électricité, eau, etc.) ;
- Avoir contrôlé toutes les indications des plans et s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

En conséquence, le Titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son offre de prix d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments et ouvrages, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

Il devra tenir compte de tous frais résultant de la présence de réseaux divers (eau, gaz, électricité, égouts...), notamment des frais liés aux interventions sur ces réseaux (y compris les frais de consignation) et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection et leur maintien en service. À ce titre, il devra prévoir toutes les reconnaissances et relevés nécessaires à l'identification et à la localisation des réseaux existants.

8.3 Ordres de service

Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG/Travaux, les ordres de services émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du Marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître de l'ouvrage.

La notification des ordres de service étant faite dans les conditions de l'article 3.1 du CCAG/Travaux, l'accusé de réception détenu par le Maître d'œuvre, qu'il soit postal ou électronique, fait seul foi.

8.4 Convocation du Titulaire – Réunions de chantier

Le Titulaire se rend dans les bureaux du Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage ou sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

En cas de cotraitance, l'obligation définie à l'alinéa précédent s'applique au mandataire et à chacun des autres cotraitants.

8.5 Sous-traitance

Conformément aux dispositions prévues aux articles L.2193-1 et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, la déclaration au Maître d'ouvrage de tous sous-traités, ainsi que le paiement direct pour les sous-traitants directs pour lesquels les montants sous-traités sont supérieurs à 600 Euros T.T.C. sont obligatoires.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au Marché pour le paiement du Titulaire.

Le non-respect de la législation en matière de sous-traitance conduit à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 48 du C.C.A.G/Travaux.

Pour chaque sous-traitant, le Titulaire devra joindre en sus du projet d'acte de sous-traitance (formulaire DC4) :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Les formulaires DC2 ainsi que la liste des pièces suivantes :
 - Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, joindre la copie du ou des jugements prononcés ;
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global HT des trois dernières années ou des derniers exercices clos ;
 - Description des effectifs du sous-traitant ;
 - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le sous-traitant dispose pour l'exécution de la prestation ;
 - Références : liste des principales prestations analogues effectuées au cours de ces cinq dernières années indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé (joindre des références contrôlables : nom et coordonnées de chaque correspondant) ;
 - Qualifications correspondant aux prestations sous-traitées.
- Pour les sous-traitants directs, leur relevé d'identité bancaire ou postal devra également être joint.
- Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement devront être transmises au Maître d'ouvrage (caution personnelle et solidaire de l'entrepreneur principal).

Pour l'exécution du présent marché, il est précisé que, conformément à la possibilité qui lui est offerte par l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, le Maître d'ouvrage exige que les prestations dues au titre des lots n°5, 6 et 7, considérées comme des tâches essentielles, soient directement exécutées par le(s) Titulaire(s).

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du Marché qui lui a été dévolu.

En outre, toutes les obligations mises à la charge du Titulaire du Marché en matière de confidentialité, de protection de la main d'œuvre ou de l'environnement, ou encore de lutte contre le travail dissimulé s'imposent à l'ensemble des sous-traitants sous la responsabilité du Titulaire. En cas de violation de ces dernières, le Titulaire encourt la résiliation du Marché pour faute.

Les mesures de confidentialité inhérentes au projet devront être respectées à la fois par le Titulaire et ses sous-traitants. Toutefois, la maîtrise de diffusion des informations reste à la responsabilité du titulaire. Dans les cas où la diffusion de certains documents ne sera pas autorisée aux sous-traitants par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre, le Titulaire devra alors accompagner ses équipes sous-traitantes durant les missions ponctuelles définies afin de leur indiquer les actions isolées à entreprendre.

8.6 Répartition des dépenses communes

Dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un ou de plusieurs Titulaires, les dépenses communes éventuelles d'eau, d'électricité et de téléphone, mais également les frais de nettoyage, les

réparations et remplacements des fournitures et matériels détériorés ou détournés, lorsque l'auteur des dégradations et des détournements est inconnu ou lorsque la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers, sont répartis entre les titulaires. Ces frais et dépenses font partie des « frais généraux » mentionnés à l'article 9.1.1 du CCAG/Travaux.

Le Titulaire désigné pour la gestion du compte prorata est le Titulaire du lot n°1 défini par l'article 1.2 du présent document. Ce dernier procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle de médiateur dans le cas où les Titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

8.7 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au Titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

La Personne Publique se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions, le Titulaire apporte alors ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG/Travaux applicable, ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

8.8 Protection de l'environnement

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/Travaux applicable, ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, la Personne Publique se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

8.9 Dispositions relatives à la lutte contre le travail illégal

8.9.1 Obligation d'identification des travailleurs

Le Titulaire est tenu à une obligation d'identification de toutes les personnes intervenant sur le chantier, doublée de l'obligation de tenir un registre établissant la liste exhaustive de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Ce registre doit être tenu à jour et mis à la disposition du Maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente. Sa production peut également être sollicitée par le Maître d'ouvrage. Le respect de ces obligations s'impose également à l'ensemble des sous-traitants qu'ils soient directs ou indirects. Il appartient au Titulaire d'en faire assurer le respect par ces derniers tout en conservant l'entière responsabilité des personnes recrutées.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de réclamer à tout moment à l'ensemble des personnes présentes sur les chantiers la « carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics » ou « l'attestation provisoire » mentionnée aux articles R8292-1 et suivants du Code du travail.

La non-présentation de cette carte implique de fait une expulsion du chantier de la ou des personnes, et une mise en demeure de l'entreprise Titulaire de fournir la justification de la situation de ses salariés, ou de celle de ses cotraitants ou sous-traitants.

À défaut de production des justifications, le Maître d'ouvrage adresse un signalement aux autorités en charge de la lutte contre le travail illégal.

8.9.2 Lutte contre le travail dissimulé

En application des articles D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail (pour un candidat établi à l'étranger), le Titulaire du Marché remet au Maître d'ouvrage, tous les six mois jusqu'à la fin du contrat, l'attestation à jour de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

8.9.3 Emploi de travailleurs étrangers ou détachés

En application des articles D8254-2 à D8254-5 du Code du travail, le Titulaire du Marché remet au Maître d'ouvrage, tous les six mois jusqu'à la fin du contrat, la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail qu'il emploie ou que son sous-traitant emploie.

En application des articles R1263-12 et R1263-12-1 du Code du travail, le Titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants sont tenus de fournir au Maître d'ouvrage avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés sur le territoire national, une copie de la déclaration de détachement.

De même le Titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants sont tenus de déclarer tout accident d'un travailleur détaché auprès de l'inspection du travail dans les conditions prévues aux articles L1262-4-4 et R1262-2 du Code du travail.

ARTICLE 9 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Les dispositions des articles 21 à 24 du CCAG/Travaux sont seules applicables.

ARTICLE 10 - Préparation, coordination et exécution des travaux

10.1 Période de préparation

En application de l'article 28.1 du CCAG/Travaux, la période de préparation est comprise dans le délai global d'exécution du Marché ; sa durée figure à l'article 4 de l'Acte d'Engagement.

Le Titulaire est tenu d'effectuer les tâches à réaliser pendant la période de préparation qui sont précisées ci-dessous ainsi que dans le CCTP.

Le Titulaire devra impérativement remettre au Maître d'Œuvre, au Contrôleur technique et au Maître d'ouvrage la liste prévisionnelle des documents qui seront remis pour approbation, avec leur date de diffusion prévisionnelle, les dates limites de commande et les dates de mise en œuvre des ouvrages / matériels concernés.

Au cours de cette période et donc avant son expiration, conformément aux dispositions des articles 28.2 et 28.3 du CCAG/Travaux, le Titulaire procède aux opérations décrites :

- Fourniture à l'OPC de tous les éléments d'appréciation qui lui sont utiles pour l'exécution de sa mission.
- Établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre du plan des installations de chantier prescrit par l'article 28.2. du CCAG/Travaux.
- Établissement du plan de sécurité et d'hygiène prescrit à l'article 28.3. du CCAG/Travaux et du plan de prévention. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (co-traitants et sous-traitants). Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) doivent être remis au Coordonnateur SPS dans un délai de deux semaines à compter de la date de l'Inspection Commune.
- Établissement et présentation de plans d'exécution, notes de calculs, études de détail et spécifications nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues aux articles 29 et 31 du CCAG/Travaux et au CCTP.
- Fourniture de la Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux (DICT) et, de manière générale, obtention des autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.
- Obtention des autorisations nécessaires aux installations de chantier, stockages et approvisionnement.
- Par dérogation à l'article 28.2.2 2ème alinéa du CCAG/Travaux, établissement, sous la coordination de l'OPC du calendrier détaillé d'exécution des travaux et présentation au visa du maître d'œuvre, au plus tard quinze jours calendaires avant l'expiration de la période de préparation. Il est accompagné :
 - du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
 - du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter.
- Établissement d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages.
- Etablissement des spécifications et contraintes d'interface avec le lot Rectorat et Grand Paris Aménagement

Par dérogation à l'article 28.2.2 2ème alinéa du CCAG-Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et l'accord du coordonnateur SPS et du bureau de contrôle le cas échéant.

CCAP - MARCHE DE TRAVAUX

Reconstruction du bâtiment B du site de Créteil l'Echat de la DiRIF

Il est précisé que l'absence de remise au Maître d'œuvre de l'un de ces documents prévus ci-dessus fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux, et justifie l'application de pénalités de retard suivant l'article 7.3.1 du présent CCAP.

10.2 Plans d'exécution, notes de calculs, études de détail, de synthèse et autres

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le Titulaire et soumis avec les notes de calcul et avant-métrés correspondants, au visa du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

La fourniture des documents d'exécution doit viser au respect du calendrier prévisionnel d'exécution.

Le Maître d'œuvre doit les renvoyer au Titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard quinze (15) jours calendaires après leur réception.

Le Titulaire est entièrement responsable des conséquences éventuelles induites par des erreurs ou anomalies contenues dans les documents d'exécution.

En cas de modifications demandées, le Titulaire disposera de quatre (4) jours calendaires pour fournir les documents rectifiés.

Le Titulaire a, à sa charge, l'établissement et la mise à jour périodique d'états navettes des documents d'exécution. La mise à jour de ces fiches destinées à préciser l'état d'avancement des études d'exécution se fera préalablement à chaque réunion de chantier.

10.3 Organisation - Hygiène et sécurité des chantiers

Les mesures particulières ci-après énoncées, concernant l'hygiène et la sécurité, sont à prendre en compte par le Titulaire du Marché.

S'il est prévu des locaux pour le personnel, ils seront précisés avec le PGSPS. Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leur accès à partir de l'entrée du chantier, leurs dessertes par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leur nombre est au moins égal à celui prescrit par les règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

La signalisation du chantier dans les zones intéressant la circulation sur les voies du site sera réalisée par le Titulaire.

Les sujétions de dépose et de tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans les cahiers des charges.

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG/Travaux sont à respecter par le Titulaire pour les transports routiers nécessaires pour les travaux ; ils devront être conformes à la réglementation de la circulation routière.

Le Titulaire a à sa charge le nettoyage journalier, hebdomadaire et de fin d'intervention de l'environnement et des lieux de travail.

10.4 Interventions en site occupé et en exploitation

10.4.1 Demandes de coupures de réseaux

Le cas échéant, les demandes de coupure de réseaux éventuelles devront être faites au minimum quinze (15) jours calendaires avant la date prévisionnelle de l'intervention. Les demandes seront obligatoirement accompagnées de modes opératoires détaillés indiquant à minima la chronologie des interventions, la méthodologie employée et les mesures conservatoires proposées.

Ces demandes ne seront traitées qu'à compter du moment où elles auront été validées sans remarque par le maître d'œuvre de l'opération.

Les incidences liées au retard qui pourrait être pris pour l'instruction de ces demandes en cas de non-respect de ce délai sont à la charge du Titulaire.

10.4.2 Basculement des installations avec coupure sur le réseau électrique

Pour les interventions nécessitant des coupures sur le réseau électrique, et notamment en cas de basculement des installations de la distribution existante vers la nouvelle distribution, le mode opératoire de chaque intervention fera l'objet d'une validation de l'exploitant du réseau électrique du site. Ce mode opératoire sera repris autant de fois que nécessaire, tant que les conditions de sécurité électrique et de continuité de service proposées ne seront pas satisfaisantes. Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour valider ou refuser ce mode opératoire.

10.4.3 Réalisation d'essais impactant le fonctionnement du site

Les essais impactant potentiellement le fonctionnement du site devront être consignés dans une procédure d'essais détaillés comprenant, a minima, le détail des essais à réaliser, leur chronologie, leur impact éventuel ou avéré sur l'activité, la méthodologie employée et les mesures conservatoires proposées. Les demandes d'essai devront être faites au minimum quinze (15) jours calendaires avant la date prévisionnelle de l'essai et les validations par le Maître d'ouvrage seront faites sous un délai de quinze (15) jours calendaires.

10.4.4 Remise en état journalière de la sûreté

Il est précisé qu'au vu de la destination du bâtiment, une obligation de résultat journalière et incontestable quant à la mise en fonction effective de la sûreté active et passive est à la charge du Titulaire. Aucune tolérance ne sera admise dans les cas où la sûreté ne serait pas rétablie. Les pénalités applicables sont détaillées à l'article 7.3 du présent document. Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute en cas de répétition de non-respect des obligations à ce titre.

ARTICLE 11 - Autres obligations du Titulaire

11.1 Changements affectant le Titulaire

Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de tout changement affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- ses coordonnées bancaires ;
- toute autre modification ayant un impact sur l'exécution du Marché.

Le Titulaire fait parvenir au Pouvoir Adjudicateur, le cas échéant, un extrait K, K bis ou D1 ou une copie du registre de commerce à jour, ou pour les entreprises n'en possédant pas, leur numéro SIREN, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un relevé d'identité bancaire

Le paiement des factures sera suspendu tant que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

11.2 Personnel du titulaire

La Maîtrise d'ouvrage se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie. Quand cette demande touche le représentant de titulaire, habituel interlocuteur de la Maîtrise d'Ouvrage, le titulaire a 15 jours calendaires pour s'exécuter.

11.3 Discretion et confidentialité

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations relatives à la confidentialité mentionnées à l'article 5 du CCAG/Travaux.

Notamment, le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposés ou éventuels sous-traitants. En

CCAP - MARCHE DE TRAVAUX

Reconstruction du bâtiment B du site de Créteil l'Echat de la DiRIF

cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le Marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché, et ce pour une durée de dix (10) ans.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics.

11.4 Obligation de sécurité

Le Titulaire se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les locaux du Maître d'ouvrage, et notamment à celles issues du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'État) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, à charge pour le Titulaire de les communiquer à son personnel.

11.5 Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil du Maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai le Maître d'ouvrage ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans le présent CCAP et au CCTP.

ARTICLE 12 - Contrôle et réception des travaux

12.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par le CCTP, ses annexes et/ou tout autre document du Marché, sont assurés sur le chantier par l'entreprise sous contrôle du Maître d'œuvre, dans le respect des stipulations du présent document le cas échéant.

Tous les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

12.2 Réception

La réception des ouvrages a lieu selon les modalités suivantes :

Aucune réception partielle ne sera effectuée **avant l'exécution complète de l'ensemble des travaux objets du marché**, tous lots confondus.

Chaque Titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

12.3 Délai de levée des réserves

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG/Travaux, le Titulaire devra remédier aux imperfections et malfaçons ayant fait l'objet de réserves, dans les délais fixés par la maîtrise d'œuvre dans le procès-verbal de réception partielle, suivant la date fixée pour l'achèvement des travaux de chaque phase faisant l'objet d'une réception.

À défaut, le maître de l'ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques du Titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

12.4 Mises à disposition

Des mises à dispositions d'ouvrages ou de parties d'ouvrages seront nécessaires et permettront au Maître d'ouvrage de disposer d'une partie des locaux et/ou installations et/ou équipements avant toute réception. Ces mises à disposition seront réalisées conformément à l'article 43 du CCAG/Travaux avec les seules dérogations suivantes :

- L'entrepreneur réalisera à ses frais un état des lieux contradictoire en présence d'un représentant de la maîtrise d'œuvre et d'un représentant de la maîtrise d'ouvrage avant chaque mise à disposition d'ouvrage ou partie d'ouvrage. Cet état des lieux sera illustré par un jeu de photos, réalisé en trois exemplaires signés par les trois parties avant la mise à disposition effective.
- Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire réalisé

CCAP - MARCHÉ DE TRAVAUX

Reconstruction du bâtiment B du site de Créteil l'Echat de la DiRIF

dans les mêmes conditions et également réalisé aux frais du Titulaire est dressé.

12.5 Documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à remettre par le Titulaire au Maître d'œuvre sont présentés conformément aux pièces écrites du projet.

Les documents seront transmis sur support papier (en un exemplaire) et informatique (en trois exemplaires sur CD-Rom ou DVD). Le support informatique comprendra impérativement une version pdf et une version au format source de tous les documents organisés et classés de la même façon que les dossiers papier. Un sommaire, permettra une navigation aisée dans les dossiers remis, tant sur support papier que sur support informatique.

12.6 Délais de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à 1 (un) an à compter de la réception des travaux.

Les ouvrages sont également couverts par les garanties légales décennales et de bon fonctionnement en fonction de leur classification.

La garantie de bon fonctionnement est fixée à :

- 2 ans à compter de la réception des travaux.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG/Travaux, si, à l'expiration du délai de garantie de l'article 44.1 dudit CCAG., le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG visé, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le Titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG/Travaux.

12.7 Garanties particulières

Le fabricant et/ou fournisseur et l'entrepreneur (applicateur agréé) sont tenus à une garantie solidaire.

Ces garanties engagent l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'ouvrage toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux.

12.7.1 Garantie particulière des matériaux de type nouveau

Le titulaire garantit le Maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité pendant le délai de 2 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le Maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre.

Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises.

Le Titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance couvrant ces risques.

12.8 Assurances

L'article 8 du CCAG/Travaux est pleinement applicable au Marché.

En supplément et sans qu'il soit nécessaire que le Titulaire reçoive une demande préalable du représentant du Maître d'ouvrage, les assurances visées devront être justifiées à chaque renouvellement de la police.

Il est précisé que si le Titulaire est un groupement, le mandataire devra fournir au Maître d'ouvrage une attestation pour chacun des membres qui composent le groupement, justifiant la souscription des polices spécifiques à leur domaine d'intervention respectif précisé dans l'Acte d'Engagement.

Le Titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants agréés éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit des polices d'assurances comportant les mêmes garanties que celles qui lui sont demandées pour les prestations qu'ils réalisent.

Le Titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du Maître d'ouvrage.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du Marché est susceptible d'entraîner la résiliation de plein droit par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 13 - Résiliation du Marché

Les dispositions de l'article 49 du CCAG/Travaux sont pleinement applicables au Marché.

13.1 Résiliation du Marché aux torts du Titulaire

Le Marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 50.3 du CCAG/Travaux, ainsi que dans les cas particuliers suivants :

- En cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- Lorsque le Titulaire, au cours de l'exécution du Marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique ;
- Lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail.

13.2 Résiliation du Marché pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 50.4 du CCAG/Travaux, lorsque le Maître d'ouvrage résilie le Marché pour motif d'intérêt général, cette résiliation ouvre droit pour le Titulaire à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 5 %. Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité.

Le titulaire doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

13.3 Exécution aux frais et risques du Titulaire

Le Pouvoir adjudicateur pourra pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire en cas de résiliation du Marché aux torts du Titulaire.

Dans ce cas, celui-ci ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du Marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce Marché par le tiers désigné par le Pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport au montant du Marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire sera à sa charge et constituera l'indemnité due au Maître d'ouvrage.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

ARTICLE 14 - Règlement des litiges

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du Marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

En cas de litige sur l'interprétation des clauses ou lors de l'exécution du présent marché, et après épuisement des voies de recours amiables prévues à l'article 55 du CCAG/Travaux, le tribunal suivant sera compétent pour trancher le litige :

Tribunal administratif de Paris
7 Rue de Jouy
75004 PARIS

CCAP - MARCHE DE TRAVAUX

Reconstruction du bâtiment B du site de Créteil l'Echat de la DiRIF

ARTICLE 15 - Dérogations au CCAG/Travaux

Le tableau ci-après recense les dérogations du présent document au CCAG/Travaux dans sa version entrée en vigueur le 1^{er} Avril 2021 :

Article du présent CCAP	Article du CCAG/Travaux correspondant auquel il est dérogé
3	4.1
5.2.2	12.3.2, 12.3.4, 12.4.4
7.3.1	19.2.3, 19.3
7.3.6	19.2
8.7	6.2
8.8	7.2
10.1	28.2.2
12.3	41.6
12.4	43
12.6	44.2
13.2	50.4